

ALINE ROLLAND & STÉPHANE LIBS

exploitants
et coprésidents
du Scare

► Quel bilan tirez-vous après un an et demi en fonction?

Stéphane Libs : Nous sommes arrivés en plein cœur de la réforme art et essai, cela nous a forcés à être très actifs tout de suite, alors que, quand on entre en fonction, on a plutôt tendance à vouloir se projeter vers l'avenir. Nous avons dû porter immédiatement un regard large sur l'exploitation et ses problématiques. Comme une formation accélérée.

Aline Rolland : D'autant qu'en plus d'un changement de présidence, le syndicat avait aussi nommé, peu avant, une déléguée générale, Béatrice Boursier, et notre conseil d'administration changeait. Il est aujourd'hui renouvelé à plus de 60% par rapport à 2014. Il a fallu assurer les passages de relais et apprendre à se connaître et à fonctionner ensemble.

S. L. : Ce conseil d'administration est aujourd'hui représentatif de l'exploitation dans son ensemble. Il réunit à la fois des salles de banlieue, parisiennes ou de grandes villes, ainsi que des petites exploitations en région. Aussi, quand un sujet est abordé, tous les points de vue émergent autour de la table.

► Entre mai 2014 et mai 2016, le Scare a gagné 45 cinémas adhérents, portant alors le total à 372 établissements. Comment expliquez-vous cette progression?

S. L. : Tout d'abord, la notion d'art et essai est aujourd'hui partagée par des salles de plus en plus différentes. De plus, l'action de Béatrice

“L'AVENIR DES SALLES ART ET ESSAI EST INTIMEMENT LIÉ À CELUI DES DISTRIBUTEURS INDÉPENDANTS.”

Stéphane Libs

Boursier a renforcé notre visibilité, et le renouvellement du conseil d'administration a peut-être lancé un nouveau dynamisme qui a dû jouer sur notre image.

A. R. : L'existence d'une vraie diversité au conseil d'administration joue aussi. Mais ce qui compte, c'est que le Scare existe maintenant auprès des exploitants, qui nous identifient et savent comment nous joindre et nous mobiliser.

S. L. : S'y ajoutent les opérations comme l'Atelier des sorties, le baromètre comScore-Scare ou le Groupe du Louxor (*des réunions entre exploitants et distributeurs, Ndlr*), qui ont démontré ce nouvel élan.

► Vos interactions avec les distributeurs semblent s'intensifier...

S. L. : L'avenir des salles art et essai est intimement lié à celui des distributeurs indépendants. Sur ce point, il reste un gros travail à faire pour nous rapprocher. Pourtant, nous avons d'importants intérêts communs, comme la menace de déshumanisation de nos métiers. Nous allons bientôt nous entretenir, dans cet esprit, avec le SDI et DiRE notamment.

A. L. : Côté exploitants, notre ambition était que le Scare redevienne accessible et force de proposition. Mais les distributeurs parlent aussi de nous d'une façon nouvelle.

Ils nous connaissent désormais. Des événements comme l'Atelier des sorties nous offrent l'opportunité de discuter ensemble. Avec autant de films à sortir, dans des zones parfois à forte concentration, il est nécessaire d'avorter les conflits entre distributeurs et exploitants. Nous ne sommes pas l'ennemi. Maintenant, il faut se défendre contre les circuits. Et nous sommes la force qui peut permettre à une salle, une ville ou un département entier de ne pas se sentir seuls face aux grandes enseignes.

► La fréquentation nationale affichait une hausse de 3,6% en 2016. Les salles art et essai se situent-elles dans la même tendance?

S. L. : En termes de fréquentation, le marché art et essai a progressé de 8%. C'est plutôt bien. D'autant que cette année, il n'y a pas eu un seul gros succès art et essai pour cacher le reste du marché, beaucoup plus de films recommandés ont fonctionné en salle. Et il y a eu des phénomènes, comme *Merci, patron!* ou *Demain*. Mais en regardant plus en détail, on s'aperçoit que la diversité n'est pas tout à fait au rendez-vous: l'animation, les films recherche, etc., sont moins bien représentés dans les chiffres. Enfin, j'ai l'impression que l'on a retrouvé cette année toute la force de la recommandation, du bouche-à-oreille. Des films comme *Spotlight*, *Toni Erdmann* ou *Aquarius* ont su en profiter pour tenir sur la longueur.

► Les salles de catégories A et B souffrent de plus en plus

de la pression foncière. Cette tendance s'accroît-elle?

S. L. : Avec cette question, on aborde fait tous les sujets: l'aménagement territoire, l'ancrage dans les centres-villes, la responsabilité des élus... Aujourd'hui, ces salles ont du mal à assumer les loyers lors du renouvellement du bail à cause de l'inflation foncière. Et certaines municipalités ont d'autres priorités que le cinéma pour rentabiliser le bâti. Aujourd'hui, les actions se concentrent sur l'information et le dialogue avec les élus. Nous avons d'ailleurs rencontré l'Association des maires de France pour les sensibiliser à la situation et le modèle économique des salles art et essai, leur expliquer en quoi ces dernières pourraient être des points d'appui pour redynamiser un centre-

► Quelles pistes de réflexion envisagez-vous pour répondre aux problématiques de ces salles?

A. R. : Comme le dit Stéphane, il faut insister auprès des élus. Ces der-

Ayant succédé à Michel Humbert en juin 2015, les deux nouveaux visages du Syndicat des cinémas d'art, de répertoire et d'essai reviennent sur leur début d'exercice et les grands dossiers qui agitent aujourd'hui l'art et essai. ■

KEVIN BERTRAND
ET SYLVAIN DEVARIEUX



“ **LE SCARE EXISTE MAINTENANT AUPRÈS DES EXPLOITANTS, QUI SAVENT COMMENT NOUS JOINDRE ET NOUS MOBILISER.** ” Aline Rolland

soutiennent les projets de circuits, tout en étant persuadés que nos établissements sont immuables et ne seront pas impactés. Nos cinémas, souvent historiques, sont là depuis tant d'années qu'ils ne les voient plus. Maintenant, pour ces salles, nous rencontrons aussi des problématiques de rénovation. Il est quelquefois plus facile de rénover un site dans une petite collectivité, pour peu que la mairie soit à l'écoute. Mais dans les grandes villes, nous sommes invisibles, car cela fait des années que nous ne nous sommes pas manifestés pour demander des subventions. Quand nous en avons enfin besoin, il est dur de convaincre. Pourtant, comme le précise justement Jean-Marie Dura dans son rapport, il est nécessaire de refaire nos salles pour les adapter au cinéma de demain. Nous avons nous aussi besoin d'avoir des établissements attractifs et modernes. Mais cela nécessite beaucoup d'argent et, en tant qu'indépendants, nos capacités sont limitées.

S. L. : Aujourd'hui, notre discours n'est pas culturel mais économique. Toutes ces salles indépendantes et classées en centre-ville représentent chacune entre 200 000 et 400 000 entrées en moyenne. Pour un maire, c'est parlant. De même, quand on aborde l'éducation à l'image, c'est aussi avec des chiffres. 20% des élèves, de la maternelle à la terminale, dans toute la

France, sont concernés par un des différents dispositifs d'éducation à l'image. C'est énorme! Elle existe parce que nous avons fait l'effort économique d'accueillir des enfants tous les matins, avec un personnel formé, une transmission, une association régionale qui dynamise le tout.

► **De nombreux professionnels s'inquiètent de la multiplication des accords délivrés en CDAC. Quelle est votre position sur ce dossier?**

S. L. : Nous sommes de plus en plus souvent sollicités par nos adhérents, mais nos effectifs et nos moyens sont pour le moment limités. Nous ne pouvons pas intervenir sur tous les projets, mais quand ces cas sont signalés à l'avance et que nous pouvons nous préparer, nous y allons! Ce fut le cas pour Claye-Souilly récemment (où CGR a été retoqué par la CNAC en janvier, Ndlr). C'est une demande nouvelle de la part de nos adhérents et qui va, selon nous, devenir de plus en plus récurrente.

► **Le rapport Raude sur la modernisation et la simplification du classement art et essai, publié en mai, a été l'un des grands dossiers de 2016. Neuf mois plus tard, aucune annonce n'a été formulée par le CNC...**

S. L. : Elles ne vont pas tarder. Il y a eu des ajustements entre-temps. Nous verrons les premiers résultats dans un an et demi, je pense. Sur la mise en place de la mécanique même du classement art et essai et de sa simplification, beaucoup de choses vont toutefois porter leurs fruits rapidement. Et notamment l'expertise supplémentaire des salles à l'intérieur même des commissions régionales. Avoir un regard extérieur est positif. Après, il y

a aussi les mesures de valorisation des labels et de favorisation sur les sorties à moins de 80 copies, qui seront peut-être déjà actives en 2017.

► **Plus largement, quelles problématiques ont retenu votre attention récemment?**

A. R. : Il y a un sujet sur lequel il faut que nous alertions les distributeurs, c'est la concentration des films et des entrées le week-end. Un travail est nécessaire sur les séances délaissées.

S. L. : C'est le cas pour toute l'exploitation. Les séances après 21h sont passées de 19,3% à 12,3% des entrées globales en moyenne. C'est principalement dû à la désertification des centres-villes en soirée.

A. R. : Mais notre premier combat portait sur les cartes illimitées et la commission Picard, et c'est maintenant que l'on en voit les fruits. Le prochain agrément ne va pas passer aussi facilement que les précédents. Nous ne pouvons plus avoir les mêmes conditions qu'aujourd'hui. ❖